

**J.O. N° 6183 du SAMEDI 25 SEPTEMBRE 2004**

**LOI n° 2004-26 du 26 juillet 2004**

LOI n° 2004-26 du 26 juillet 2004 autorisant le Président de la République à ratifier la Convention C 144 sur les consultations tripartites, relatives aux normes internationales du travail, adoptée par l'OIT à Genève, le 21 juin 1976.

[  
**EXPOSE DES MOTIFS**]

En vue d'instaurer un dialogue social au sein de ses Etats membres permettant d'éviter les différends sociaux, la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail (OIT), réunie à Genève, a adopté la Convention C 144 sur les consultations triparties relatives aux normes internationales du travail, le 21 juin 1976.

Cette Convention vise à établir un mécanisme de concertation efficace et permanente entre le Gouvernement, les employeurs et les travailleurs sur les questions ci-après :

- ▶ les réponses des Gouvernements aux questionnaires sur les points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence internationale du travail et les commentaires des Gouvernements sur les projets de texte qui doivent être discutés par la conférence ;
- ▶ le réexamen à des intervalles appropriées, de conventions non ratifiées et de recommandations auxquelles il n'a pas encore été donné effet, pour envisager les mesures qui pourraient être prises afin de promouvoir leur mise en œuvre et leur ratification ;
- ▶ les propositions relatives à la dénonciation de conventions ratifiées ;
- ▶ la soumission aux autorités nationales des conventions ou recommandations nouvellement adoptées en vue de leur ratification ou de leur application.

Afin d'assurer la mise en œuvre des dispositions de la Convention, les consultations auront lieu à des intervalles appropriées fixées d'un commun accord entre le Gouvernement et les organisations représentatives d'employeurs et des travailleurs. Ces rencontres doivent se tenir au moins une fois par an.

Lorsque cela paraît approprié après consultation avec les organisations représentatives, l'autorité compétente produira un rapport annuel sur les mesures prises en vue d'appliquer la Convention. La Convention est entrée en vigueur le 16 mai 1978 et entrera en vigueur à l'égard du Sénégal douze mois après la date où sa ratification aura été accomplie par notre pays. Il convient de souligner que le Sénégal applique déjà dans ses grandes lignes, la convention C 144 sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail. Cette politique a permis d'instaurer un dialogue social permanent en vue d'éviter des conflits sociaux et de maintenir une dynamique de croissance économique. Notre pays confirmerait cette option en ratifiant cette convention.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

L'Assemblée nationale a adoptée, en sa séance du mardi 13 juillet 2004 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article unique.** - le Président de la République est autorisé à ratifier la Convention C 144 sur les consultations tripartites, relatives aux normes internationales du travail, adoptée par l'OIT à Genève, le 21 juin 1976.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

[/Fait à Dakar, le 26 juillet 2006

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République

Le Premier Ministre,

Macky SALL./]

## **[|ANNEXE 2|]**

C 144 Convention sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976. Convention concernant les consultations tripartites destinées à promouvoir la mise en œuvre des normes internationales du travail (Note : d'entrée en vigueur : 16 : 05 : 1976)

Lieu : Genève

Date d'adoption : 21 : 06 : 1976

Session de la conférence : 61

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 2 juin 1976, en sa soixante et unième session ; Rappelant les termes des conventions et recommandations internationales du travail existantes en particulier la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, et la recommandation sur la consultation aux échelons industriel et national, 1960 - qui affirment le droit des employeurs et des travailleurs d'établir des organisations libres et indépendantes et demandent que des mesures soient prises pour promouvoir des consultations efficaces au niveau national entre les autorités publiques et les organisations d'employeurs et de travailleurs, ainsi que les dispositions du travail qui prévoient la consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs sur les mesures à prendre pour leur donner effet. Après avoir examiné la quatrième question à l'ordre du jour de la session, qui est intitulée : « Création de mécanismes tripartites chargés de promouvoir la mise en œuvre des normes internationales du travail », et après avoir décidé d'adopter certaines propositions concernant les consultations tripartites destinées à promouvoir la mise en œuvre des normes internationales du travail ;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, Adopte, ce vingt et unième jour de juin mil neuf cent soixante-seize, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976.

### **Article premier.**

Dans la présente convention, les termes organisation représentatives signifient les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs, jouissant du droit à la liberté syndicale.

## **Article 2**

1. Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à mettre en œuvre des procédures qui assurent des consultations efficaces entre les représentations du gouvernement, des employeurs et des travailleurs sur les questions concernant les activités de l'Organisation internationale du Travail, énoncées à l'article 5, paragraphe 1, ci-dessous.

2. La nature et la forme des procédures prévues au paragraphe 1 du présent article seront déterminées dans chaque pays, conformément à la pratique nationale, après consultation des organisations représentatives, s'il en existe et si de telles procédures n'ont pas encore été établies.

## **Article 3.**

1. Aux fins des procédures visées par la présente convention, les représentants des employeurs et des travailleurs seront choisis librement par leurs organisations représentatives, s'il en existe.

2. Les employeurs et les travailleurs seront représentés sur un pied d'égalité au sein par leurs organismes au moyen duquel les consultations auraient lieu.

## **Article 4.**

1. L'autorité compétente assumera la responsabilité du support administratif des procédures visées par la présente convention.

2. Des arrangements appropriés seront pris entre l'autorité compétente et les organisations représentatives, s'il en existe, pour le financement de toute formation nécessaire aux personnes participant à ces procédures.

## **Article 5.**

Les procédures visées par la présente convention devront avoir pour objet des consultations sur :

a) les réponses des gouvernements aux questionnaires sur les points inscrits à l'ordre du jour de la conférence internationale du Travail et les commentaires des gouvernements sur les projets de textes qui doivent être discutés par la Conférence ;

b) les propositions à présenter à l'autorité ou aux autorités compétentes en relation avec la soumission qui doit leur être faite des conventions et recommandations, conformément à l'article 19 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail ;

c) le réexamen, à des intervalles appropriés, de conventions non ratifiées et de recommandations auxquelles il n'a pas encore été donné effet, pour envisager les mesures qui pourraient être prises afin de promouvoir leur mise en œuvre et leur ratification, le cas échéant ;

d) les questions que peuvent poser les rapports à présenter au Bureau international du Travail au titre de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail ;

e) les propositions relatives à la dénonciation de convention ratifiées.

Afin d'assurer un examen adéquat des questions visées au paragraphe 1 du présent article, des consultations auront lieu à des intervalles appropriés fixés d'un commun accord, mais au moins une fois par an.

**Article 6.**

Lorsque cela paraît approprié après consultation avec les organisations représentatives, s'il en existe, l'autorité compétente produira un rapport annuel sur le fonctionnement des procédures visées par la présente convention.

**Article 7.**

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

**Article 8.**

1. La présente convention ne liera que les membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.
2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.
3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date ou sa ratification aura été enregistrée.

**Article 9.**

1. Tout membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.
2. Tout membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié par une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

**Article 10.**

Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les membres de l'Organisation. En notifiant aux membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

**Article 11.**

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

**Article 12.**

Chaque fois qu'il jugera nécessaire, le conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de révision totale ou partielle.

**Article 13.**

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention, portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 9 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

**Article 14.**

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.